



L'Amérique latine et la guerre

Olivier Compagnon, Armelle Enders

► To cite this version:

Olivier Compagnon, Armelle Enders. L'Amérique latine et la guerre. Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker (dir.). Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918, Bayard, pp.889-901, 2004. halshs-00133347

HAL Id: halshs-00133347

<https://shs.hal.science/halshs-00133347>

Submitted on 6 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Amérique latine et la guerre

Armelle Enders et Olivier Compagnon

LA GUERRE ABSENTE

Vue d'Amérique latine, la Première Guerre mondiale semble ne jamais avoir eu lieu, tant la mémoire de l'événement y est inexistante ou inaudible, même au Brésil qui fut pourtant le seul État effectivement belligérant du Rio Grande à la Terre de Feu. Les quelques traces que la Grande Guerre y a laissées ne font plus sens. Ainsi, la compagnie d'autobus « Verdun » qui circule toujours à Rio de Janeiro n'évoque rien à personne, même dans les milieux très cultivés. De même, on trouve parfois dans les greniers de famille des obus ouvragés rapportés de France par un quelconque grand-père, mais ces produits de l'industrie du souvenir de guerre ne signifient plus rien aujourd'hui et ne sont appréciés qu'en vertu de leur seule esthétique. Leur présence au Brésil, ainsi que le mépris dont ils sont désormais l'objet, résument les rapports entre l'Amérique latine et la Première Guerre mondiale : le sous-continent a bien subi directement et indirectement les effets du conflit, mais celui-ci ne le bouleversa pas au point d'affecter durablement les sociétés et les consciences.

Absente des mémoires, la guerre est aussi oubliée des historiens. Les ouvrages sur l'Amérique latine ne retiennent jamais 1914 comme une coupure chronologique qui marquerait un avant et un après dans l'histoire des pays de la région, et préfèrent en général celle des années 1930. La bibliographie est particulièrement pauvre en études sur l'état des opinions publiques, les calculs diplomatiques ou les répercussions du conflit. Même si l'Amérique latine est sans doute la région du monde qui a été la moins affectée, cet effacement de 1914-1918 conduit à sous-estimer l'impact de la Grande Guerre sur les sociétés latino-américaines.

LA NEUTRALITÉ EN QUESTION

L'absence de la Grande Guerre dans les mémoires s'explique d'abord par le fait que l'Amérique latine ne connut qu'une expérience très indirecte de la réalité des combats et ne fut jamais réellement meurtrie dans sa chair. Il y eut bien quelques batailles navales opposant la marine allemande à la *Royal Navy* au large des côtes sud-américaines, comme celle du cap Coronel près du Chili en novembre 1914, et surtout celle des îles Falkland où l'escadre allemande du Pacifique commandée par von Spee fut détruite en décembre de la même année. Quelques centaines de volontaires franchirent aussi l'Atlantique pour combattre dans l'un ou l'autre des deux camps, et le Brésil envoya des troupes en Europe dans les dernières semaines de la guerre. Cela ne suffit toutefois pas à imprégner l'opinion des horreurs et souffrances d'un nouveau type qui caractérisent la Première Guerre mondiale ni à marquer l'esprit de toute une génération.

Dans les jours qui suivent le déclenchement de la guerre, l'ensemble des pays latino-américains déclare officiellement leur neutralité. Outre l'éloignement géographique qui rend peu prégnantes en Amérique les tensions entre l'Entente et les Puissances centrales, plusieurs éléments concourent à expliquer cette position. Presque unanimement, le conflit qui éclate est perçu comme relevant de logiques strictement européennes, qui ne menacent ni la sécurité ni les intérêts des pays de la région. Le panaméricanisme, en plein essor depuis la conférence de Washington qui a réuni tous les États du continent – sauf Haïti et la République dominicaine – en 1889, n'est pas étranger à cet alignement sur les États-Unis dont la pénétration économique récente a renforcé l'influence. La dépendance des économies latino-américaines, qui reposent majoritairement sur les échanges commerciaux réalisés avec les grandes puissances européennes, participe également de cette neutralité qui permet de conserver des partenaires économiques nombreux et variés. Enfin, pour certains États qui sont de véritables mosaïques de peuples européens issus d'une immigration récente, l'engagement armé dans l'un ou l'autre camp risquerait fort de faire éclater un *melting pot* encore fragile, cette préoccupation, qui n'a pas épargné les dirigeants nord-américains dans les premiers mois du conflit, est par exemple de mise au Chili où les communautés d'origine allemande veillent jalousement sur leurs particularismes et tardent à s'intégrer au creuset national.

Ce consensus neutraliste de l'Amérique latine ne résiste pas à l'entrée en guerre des États-Unis. En 1917, le Panamá et Cuba (en avril), puis le Brésil

(en octobre) déclarent la guerre à l'Allemagne, imités l'année suivante par le Guatemala (avril), le Costa Rica et le Nicaragua (mai), puis par Haïti et le Honduras (juillet). Six autres pays rompent leurs relations diplomatiques avec l'Allemagne sans toutefois lui déclarer la guerre : la Bolivie, la République dominicaine, le Pérou, l'Uruguay, le Salvador et l'Équateur. Les positions adoptées par les différents États de la région à partir d'avril 1917 offrent en fait un remarquable état des lieux de l'influence nord-américaine. À l'exception notable du Brésil en effet, les pays belligérants sont tous situés en Amérique centrale ou dans les Caraïbes, que les États-Unis considèrent déjà à l'époque comme une chasse gardée. Depuis son émancipation de l'Espagne en 1898, Cuba est un protectorat déguisé grâce à l'amendement Platt qui a été introduit dans sa constitution en 1903, et entre en guerre quelques heures seulement après les États-Unis, arraché à la Colombie en 1903, le Panamá est purement et simplement une création politique des États-Unis, tandis que le Nicaragua et Haïti sont occupés par les *marines* respectivement depuis 1912 et 1915. Autant dire que l'entrée en guerre de ces pays ne revêt aucune signification particulière, et illustre simplement la dépendance politique et diplomatique à laquelle l'interventionnisme nord-américain les a réduits.

Le cas du Brésil s'inscrit en revanche dans le cadre des relations interaméricaines en même temps qu'il répond à une logique économique. Étranglé par la chute de ses exportations, le Brésil a des raisons objectives de rejoindre le camp allié. Mais l'entrée en guerre lui fournit surtout l'occasion de s'affirmer comme le partenaire privilégié de Washington, conformément à la politique menée par le baron de Rio Branco, ministre des Affaires étrangères de 1902 à 1912. Soucieux de jouer un rôle sur la scène internationale, le Brésil se montre un allié beaucoup plus coopérant que son voisin argentin, qui s'obstine dans la neutralité. Et l'engagement n'est pas seulement de pure forme à partir du moment où la guerre est déclarée à l'Allemagne, le 26 octobre 1917. Lors de la conférence interalliée qui se tient à Paris du 20 novembre au 3 décembre 1917, le Brésil propose ainsi sa participation navale et obtient un certain nombre de missions secondaires, comme celle de patrouiller dans le triangle Gibraltar-Dakar-São Vicente (Cap-Vert). Outre les troupes envoyées sur le front peu avant l'armistice, sa participation revêt également d'autres formes, comme l'envoi à la demande de Paul Claudel – qui représente alors la France à Rio – d'une mission médicale composée d'une centaine de chirurgiens et d'étudiants qui installent à Paris, rue de Vaugirard, un hôpital brésilien.

Des vingt États de la région, six seulement – mais non des moindres : l'Argentine, le Mexique, le Chili, le Venezuela, la Colombie et le Paraguay –

sont donc demeurés neutres jusqu'à la fin de la guerre, même s'ils ont progressivement infléchi leur position en faveur des Alliés. À l'instar du Mexique où le contexte révolutionnaire ne pouvait autoriser une action internationale d'envergure, ou encore du Chili où la minorité allemande rendait délicate toute intervention, chaque pays avait des raisons spécifiques pour ne pas entrer en guerre. Toutefois, le souci d'échapper à la tutelle nord-américaine est partout présent dans les débats qui surviennent à partir d'avril 1917.

À cet égard, le cas argentin est riche d'enseignements car Buenos Aires était, depuis la fin du XIX^e siècle, la capitale la plus rétive au voile panaméricain dont les États-Unis tentaient de masquer leur stratégie hégémonique en Amérique latine. Au pouvoir jusqu'en 1916, le président Victorino de la Plaza cultive avec soin l'art de la modération vis-à-vis des pays belligérants, afin de préserver coûte que coûte les marchés européens. Que le vice-consul argentin à Dinant soit fusillé sans motif apparent par les Allemands (août 1914) ou que le *Presidente Mitre*, navire de commerce battant pavillon argentin mais appartenant à une filiale de la *Hamburg Sudamerikanische Dampfschiffahrtsgesellschaft*, soit arraisonné par l'Angleterre (novembre 1915), la mollesse des protestations est identique. En 1916, l'arrivée au pouvoir du radical Hipolito Yrigoyen, qui entend substituer à la neutralité « passive » de son prédécesseur une neutralité « active », change la donne alors que les États-Unis multiplient les pressions pour que toute l'Amérique latine entre en guerre et que l'Argentine cesse de commercer avec les puissances centrales par l'intermédiaire de pays neutres européens, le nouveau président envisage de réunir à Buenos Aires une conférence des États neutres d'Amérique latine. Le refus d'Yrigoyen d'entrer en guerre – malgré l'avis contraire du Congrès argentin – se transforme toutefois en bienveillance vis-à-vis de Paris et de Londres en janvier 1918, lorsque l'Argentine signe avec la France et la Grande-Bretagne un traité commercial prévoyant l'exportation de 2,5 millions de tonnes de blé avant novembre. En privilégiant l'approvisionnement des Alliés, les positions de l'Argentine ne se distinguent alors plus guère de l'engagement non armé de pays comme Cuba ou le Panamá.

L'absence d'études ne permet pas de connaître la réception par les opinions de la politique de neutralité, puis de l'engagement de certains États latino-américains dans la Grande Guerre. Sans doute pourrait-on, en superposant une étude des mouvements migratoires de l'Europe vers l'Amérique latine et des enquêtes systématiques, définir une géographie de la germanophilie et du sentiment pro-allié. En l'état actuel de la recherche, il faut cependant se contenter d'hypothèses qui confinent parfois au cliché. Ainsi

lit-on parfois qu'il y eut parmi les élites latino-américaines une ligne de partage culturelle entre les professions juridiques d'une part, souvent formées sous l'influence du droit allemand, et les professions littéraires plus sensibles à la vie intellectuelle parisienne d'autre part, que les milieux catholiques firent preuve d'une nette sympathie pour les Puissances centrales, dans la mesure où l'Allemagne respectait finalement bien plus le catholicisme romain que la France républicaine et anticléricale, la Grande-Bretagne anglicane ou la Russie orthodoxe. Mais il est également de nombreux contre-exemples qui rendent impossible toute généralisation. On sait que la communauté italienne de Buenos Aires défila avec ardeur pour célébrer l'entrée en guerre de la mère-patrie, que de multiples manifestations regroupant intellectuels et gens du peuple eurent lieu à Montevideo où l'on chantait la *Marseillaise* sous le drapeau tricolore et où le 14 Juillet fut décrété fête nationale en 1915, de même, les archives diplomatiques françaises regorgent de messages d'amitié émanant de personnalités diverses, connues ou anonymes.

Le sentiment que l'on est majoritairement pro-allié en Amérique latine durant la Grande Guerre, souvent forgé à la lecture de la presse, doit être nuancé si l'on se souvient du monopole que détenaient les grandes agences comme Havas ou Reuters dans la transmission des informations. Le cas du Mexique traduit d'autant plus la diversité des situations que les deux interventions militaires nord-américaines durant la révolution ont exacerbé le ressentiment de l'opinion contre les États-Unis. Tentant d'exploiter cette animosité en janvier 1917, l'Allemagne propose en vain au gouvernement mexicain, par le biais d'un télégramme envoyé par le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Zimmerman et finalement intercepté, d'entrer en guerre à ses côtés – avec la promesse que le Mexique récupérerait en cas de victoire les territoires perdus au XIX^e siècle au profit des États-Unis.

Après l'armistice, les gouvernements latino-américains manifestent leur intérêt pour le règlement du conflit et la création de la Société des Nations. Le 18 janvier 1919, lorsque Poincaré ouvre la première séance plénière de la conférence de paix, six pays de la région (le Brésil, la Bolivie, Cuba, l'Équateur, le Pérou et l'Uruguay) sont représentés, mais leur poids dans les négociations est dérisoire. La plupart des États latino-américains adhèrent à la SDN dès sa création ou peu de temps après – à l'exception du Mexique qui est suspecté de bolchevisme et n'a pas été convié –, bien que l'article 21 du pacte reconnaisse la validité de la doctrine de Monroe (1823), considérée comme le fondement théorique de l'impérialisme nord-américain. Pour beaucoup, l'espoir est grand de voir la nouvelle organisation internationale

freiner les velléités hégémoniques des États-Unis, et la déception en est très vite à la mesure. Dès la première assemblée de 1920, l'Argentine manifeste ses réticences vis-à-vis du traitement réservé aux vaincus et du moindre cas que l'on fait alors des États demeurés neutres pendant le conflit : considérer que la victoire confère des droits est d'emblée contraire à l'idéal de paix universelle, explique alors le représentant argentin. Conscient de la faible portée de ses protestations, il décide aussitôt de boycotter les travaux de la SDN, imité en 1921 par le Pérou et la Bolivie qui espéraient quant à eux régler à Genève les vieux conflits territoriaux qui les opposaient.

En fait, le Brésil est sans doute le pays qui parvient le mieux à s'intégrer au concert des nations de l'immédiat après-guerre, même si les réparations qu'il obtient au titre des dommages de guerre – concernant le café qui avait été saisi et vendu par les Allemands, 30 bateaux affrétés vers la France qui n'avaient jamais été payés et plusieurs bâtiments coulés – ne le satisfont pas. Il est le seul pays d'Amérique latine à jouer un rôle international de premier plan en obtenant un siège au Conseil permanent de la SDN. Cette nouvelle stature internationale fait toutefois long feu : en 1926, lorsque les grandes puissances passent outre son avis défavorable à l'admission de l'Allemagne, le gouvernement brésilien se retire de la SDN, préférant laisser à d'autres États latino-américains le rôle de figurants perdus parmi les grands acteurs européens. Beaucoup pensent alors que l'engagement dans la guerre n'a rien changé à la perception de l'Amérique latine comme une simple périphérie.

UN TOURNANT ÉCONOMIQUE ?

Les premiers jours de la guerre ont mis à nu l'extrême dépendance des économies latino-américaines à l'égard de l'Europe, du moins de celles qui n'étaient pas passées sous la tutelle des États-Unis. Si tel est le cas de la zone caraïbe et de l'Amérique centrale depuis la fin du XIX^e siècle, les entreprises européennes continuent à occuper une place prédominante dans le Cône Sud à la veille du conflit. Le marché européen, tant comme acheteur que comme fournisseur, est également essentiel pour des économies très extraverties.

Bien qu'ils aient connu depuis les années 1880 une première phase d'industrialisation, les pays de la région dépendent en effet de l'exportation de matières premières, parfois d'un ou deux produits dominants, qui fournissent l'essentiel du revenu national. Au bon comportement de ceux-ci sur le marché international tiennent les finances publiques, le cours de la monnaie,

l'afflux des capitaux étrangers, le sort de dizaines de milliers de travailleurs. Le café représente ainsi à lui seul plus de la moitié des exportations brésiliennes. Les nitrates constituent pour les années 1910-1913 les trois quarts des exportations chiliennes et leur production est presque entièrement le fait de compagnies étrangères, principalement britanniques. L'Argentine, qui présente une balance commerciale plus diversifiée, vit exclusivement de ses échanges et est soumise aux firmes et aux investissements étrangers pour la transformation et la commercialisation de ses produits.

Le déclenchement de la guerre a donc des répercussions immédiates en Amérique du Sud. Si certaines perturbations sont purement conjoncturelles, d'autres ont des effets plus durables. Dès le 2 août, la plupart des banques ferment en Argentine, au Pérou, au Brésil, pour rouvrir une à deux semaines plus tard. Le gouvernement brésilien annonce un moratoire sur toutes les dettes, suspend les activités de la caisse de conversion qui garantissait la stabilité de la monnaie nationale, émet des billets inconvertibles. Pendant toute la guerre, la contraction du crédit et de l'argent en circulation entrave l'activité économique et diminue les capacités d'importation.

La paralysie frappe aussi les ports où le trafic s'arrête brutalement les bateaux anglais, qui assuraient la majorité du commerce, disparaissent, tandis que les navires allemands n'osent plus quitter les ports neutres, de peur de croiser la flotte britannique. La rareté du fret dure pendant tout le conflit, renchérissant considérablement le transport des marchandises. Le prix de l'acheminement d'une tonne de blé entre Rosario et Liverpool passe de 2,26 dollars en janvier 1914 à 14,60 dollars en décembre de la même année ! Pour les pays qui n'ont pas de flotte marchande suffisante, comme le Chili ou le Pérou, le problème touche aussi le cabotage et achève de désorganiser l'économie nationale. L'Amérique latine connaît pendant toute la guerre un véritable isolement maritime.

Les échanges avec l'Europe sont réduits à peu de chose pendant quelques mois, ce qui entraîne la chute des prix de la plupart des matières premières, d'autant plus que les Alliés limitent leurs achats à des produits considérés comme prioritaires. Cette fermeture de l'Europe fait dire au secrétaire d'État nord-américain au Trésor que « les Sud-Américains étaient comme les clients d'un magasin qui a brûlé », même si la crise est amortie par la place importante dont jouissent déjà les États-Unis, premier client du Pérou et du Brésil dès avant la guerre. Celle-ci consolide cependant la position des Nord-Américains leur part dans les importations cubaines passe de 51 % en 1914 à 83 % l'année suivante, elle s'élève de 13,5 % en 1914 à 33,9 % en 1918 dans les importations argentines.

La restriction des échanges pèse surtout sur les importations, notamment sur le charbon, le fer et l'acier, que les pays d'Amérique latine peinent à se procurer pendant tout le conflit. Elle provoque l'envol des prix : le charbon augmente de 538 % à Buenos Aires entre 1913 et 1918. Les locomotives roulent au bois, et même au maïs.

Les exportations se redressent, en revanche, en 1915, grâce au partenaire nord-américain et aux demandes très ciblées des Alliés. En quelques mois, les prix des céréales, de la viande, du sucre, du coton, des produits miniers se relèvent sensiblement et conservent leur haut niveau jusque dans les années 1920. Les gouvernements britannique et français utilisent tous les moyens de pression pour s'assurer la fourniture des produits dont ils ont besoin, comme les céréales argentines, à des prix qui leur conviennent. Les exportations de viande congelée ou en conserve – plus résistante que la viande fraîche aux vicissitudes des transports –, en provenance d'Argentine, d'Uruguay et du Brésil et à destination de l'Europe occidentale, connaissent une croissance spectaculaire. Il en va de même des laines et des cuirs qui habillent et chaussent les soldats, du cuivre et des nitrates chiliens qui servent à l'industrie d'armement.

La crise de l'économie caféière reste le problème central du Brésil pendant toute la guerre, au point de dicter en grande partie sa politique extérieure et le pousser du côté de l'Entente. Le café s'écoule difficilement auprès des Alliés et ne peut pas non plus atteindre les Puissances centrales (20 % des exportations de café brésilien avant 1914) pour cause de blocus. Le gel par l'Allemagne d'une créance des planteurs de São Paulo incite ainsi le gouvernement brésilien en 1916 à saisir les 45 bateaux allemands réfugiés dans ses ports. Après l'entrée en guerre du Brésil contre l'Allemagne, une partie d'entre eux fut revendue aux Français contre la promesse d'achat de café. En février 1917, la guerre sous-marine à outrance achève d'asphyxier le Brésil. La Grande-Bretagne prohibe alors l'importation d'un produit aussi superflu que le café : six millions de sacs (six fois plus qu'en 1916) s'entassent dans les docks de Santos, en attendant preneur et transporteur, mais en 1918, la fin des hostilités et de faibles récoltes font remonter les cours et rétablissent presque miraculeusement la situation économique du Brésil.

Les Alliés exercent sur les neutres d'Amérique latine de très fortes pressions destinées à faire observer le blocus des Puissances centrales et à tarir l'approvisionnement de celles-ci, qui représentaient un important marché pour les produits sud-américains. En 1913, l'Allemagne avait ainsi remplacé la France comme second client de l'Argentine, derrière la Grande-Bretagne. Avant la guerre, les voyageurs de commerce allemands

sillonnaient les grandes villes latino-américaines et les sociétés allemandes jouaient un grand rôle dans la commercialisation du café brésilien (Theodore Wille & Co en est la plus grande maison d'exportation), des céréales argentines, ou dans l'extraction des nitrates au Chili. À partir de 1914, l'Amérique latine se transforme aussi en champ de bataille économique. En mars 1916, les entreprises alliées qui y sont installées mettent en œuvre le boycott des firmes inscrites sur des « listes noires » dressées par le Foreign Office, listes qui comprennent d'abord les maisons allemandes, puis celles accusées de commercer avec celles-ci. Avec l'entrée en guerre des États-Unis, la pratique des « listes noires » s'intensifie avec une efficacité certaine. Au sortir du conflit, les intérêts nord-américains ont progressé partout en Amérique du Sud, particulièrement en Argentine et au Chili, aux dépens des positions allemandes.

Le seul débat historiographique important qu'ait provoqué la Première Guerre mondiale en Amérique latine concerne le rôle éventuel joué par le conflit dans l'industrialisation de certains pays. Le premier à avoir formulé cette thèse est le Brésilien Roberto Simonsen, qui affirmait que l'isolement et les difficultés des exportations de café avaient stimulé le développement à São Paulo d'industries de substitution. Il en donnait notamment pour preuve que 44,5 % des établissements industriels recensés en 1919 avaient été créés depuis 1915. En 1969, l'historien nord-américain Warren Dean contesta vigoureusement cette analyse, ses fondements théoriques et empiriques, et se demanda même si la guerre n'avait pas plutôt freiné l'essor industriel pauliste. Selon lui, celui-ci était directement lié à la bonne santé des exportations de café, condition qui est loin d'être remplie pendant la Première Guerre mondiale.

D'autres auteurs ont nuancé ces positions tranchées et cherché également à appliquer cette problématique aux pays voisins. Si on constate presque partout une croissance des industries de biens de consommation pendant la guerre, en raison de la pénurie et des prix élevés des produits importés, les handicaps structurels se lient cependant aux difficultés conjoncturelles pour empêcher un réel décollage. Le manque de combustibles, la baisse des importations, le manque de capitaux et le poids du secteur exportateur, qui a encore été renforcé par le conflit et les pressions des Alliés, ont plutôt conforté l'économie de rente au lieu de favoriser de nouveaux secteurs. L'Amérique latine sort donc de la guerre plus riche qu'elle n'y était entrée, mais sans avoir modifié sa dépendance structurelle et son extraversion. C'est le constat que font différents observateurs, comme l'Argentin Enrique Ruiz Gui-azu, qui écrit en 1917 que « la guerre a révélé le manque d'une véritable

indépendance. Rien n'est plus urgent qu'une politique économique intensive pour nous rendre autosuffisant et garantir à l'industrie et au commerce une certaine stabilité. » Le nationalisme économique en Amérique latine rencontre plus d'écho qu'avant la guerre, mais ce n'est que pendant la crise des années 1930 que celui-ci trouve une véritable audience.

UNE RUPTURE CULTURELLE ET INTELLECTUELLE ?

La Première Guerre mondiale a enfin pu être considérée comme un tournant dans la vie culturelle et politique des Latino-Américains, qui auraient tiré les leçons du naufrage de l'Europe et tourné leurs regards vers leur propre continent. En effet, à partir de 1916, de nombreux intellectuels constatent la faillite de la civilisation dans les charniers de Verdun ou de la Somme. Dans ses chroniques et articles de l'après-guerre, l'écrivain brésilien Monteiro Lobato ironise sur les controverses qui ont opposé dans son pays les partisans de la « Civilisation » à ceux de la « Kultur », lesquelles se sont pareillement livrées aux pires atrocités, et conclut que chaque nation doit désormais compter sur elle-même plutôt que se laisser berner par l'illusion des grands principes. Dans le même ordre d'idées mais dans un contexte différent – celui de la révolution mexicaine –, l'anthropologue Manuel Gamio évoque dès 1916, dans *Forjando Patria*, la nécessité d'une véritable décolonisation spirituelle vis-à-vis de l'Europe agonisante et d'une résurgence nationale. L'effondrement de la civilisation européenne doit conduire la société mexicaine à repenser ses fondements hors des référents traditionnels « On prend en compte de préférence le passé des classes sociales dérivées de la civilisation européenne, comme si celui de la classe indigène – qui est la base de la population – n'était pas d'une importance capitale ». Même réflexion, enfin, chez un intellectuel bolivien qui juge opportun, à la fin de la guerre, que son pays s'affranchisse enfin du mimétisme vis-à-vis de l'Europe et redécouvre son identité spécifique « Fascinés par l'éclat du Vieux Monde, nous avons laissé une ombre profonde s'étendre sur nos vertus propres ».

Le nationalisme politique, économique et culturel connaît de fait un net regain dans l'après-guerre. En 1922, à São Paulo, est lancé le mouvement moderniste, qui jette aux orties les idoles françaises de la Belle Époque comme Anatole France, et exalte les traits non occidentaux ou anti-occidentaux de la culture brésilienne. Les modernistes, comme le poète Mário de Andrade ou le musicien Heitor Villa Lobos, s'enfoncent à l'intérieur du continent brésilien pour en rapporter des éléments de folklore qu'ils

incluent dans leurs œuvres savantes. Dans d'autres pays d'Amérique latine se produit une redécouverte du passé hispanique que l'on avait eu tendance à oublier depuis les Indépendances. En Argentine par exemple, l'élaboration d'un nationalisme plaçant les notions de race et d'hispanité au cœur de son discours est une donnée essentielle de l'entre-deux-guerres. L'heure est venue de redécouvrir la vieille mère-patrie espagnole aux dépens de la civilisation française qui avait inspiré tant d'intellectuels depuis le XIX^e siècle, le rôle civilisateur des Rois Catholiques au détriment des Lumières, les vertus du catholicisme après un conflit barbare qui a prouvé que l'on ne pouvait se passer de Dieu. Ainsi le président Yrigoyen décide-t-il en 1917 de faire du 12 octobre – date de la découverte de l'Amérique par Colomb – un jour férié, imité en cela par le gouvernement chilien au début des années 1920.

Ces exemples qui semblent témoigner d'une rupture avec un éventuel « modèle européen » peuvent toutefois être interprétés de manière plus nuancée. La critique de l'imitation servile de l'Europe est un genre bien antérieur à la Première Guerre mondiale, qui n'apparaît pas à la faveur de celle-ci : les *Científicos* mexicains gravitant dans l'entourage de Porfirio Díaz jusqu'en 1910, nourris du positivisme comtien et européocentristes dans leur appréhension du monde, comptaient pour cette raison de nombreux détracteurs vers 1900, et José Martí, figure centrale du nationalisme cubain, dénigrait un quart de siècle avant Verdun le « masque » que portaient les Latino-Américains, « avec un pantalon anglais, un gilet parisien, un veston américain et un bonnet espagnol ».

Quant à la crise de civilisation qu'a provoquée la Grande Guerre, les intellectuels latino-américains ne tiennent pas à ce sujet un discours qui s'écarte réellement de celui de leurs homologues européens. En ce sens, plus qu'une rupture avec le Vieux Continent, ce malaise partagé de part et d'autre de l'Atlantique exprimerait plutôt la communauté des sentiments et des inquiétudes. Le modernisme brésilien, dont les artistes fréquentent les avant-gardes parisiennes, se rallie avec les mouvements artistiques européens au « retour à l'ordre » et au culte des écoles esthétiques nationales qui caractérisent l'après-guerre. Et si l'intérêt pour les États-Unis croît incontestablement, celui pour l'Europe et ses productions ne faiblit pas après 1918. Le Brésil fait appel à plusieurs missions françaises dans les années 1930 pour organiser certains de ses départements universitaires, tandis qu'en Argentine se succèdent les plus grands noms de l'intelligentsia parisienne. Même si les travaux scientifiques font défaut dans ce domaine comme dans d'autres, il semble difficile de voir dans la Première Guerre mondiale une rupture nette et brutale.

En n'entrant pas dans le xx^e siècle en 1914, l'Amérique latine constitue peut-être une exception par rapport au reste du monde. Cette originalité est mal comprise des historiens européens, qui n'imaginent guère que le cataclysme n'ait pas laissé partout des marques profondes, et dont les problématiques s'appliquent difficilement aux neutres et aux pays qui n'ont pas vécu directement les souffrances de guerre. Cela explique le fait que l'Amérique latine ne figure jamais dans les livres ou manuels consacrés à la Grande Guerre. Il ne faut pas pour autant gommer l'événement comme le font les historiens latino-américains, qui sous-estiment ainsi les effets conjoncturels du conflit et le rôle d'accélérateur qu'il a pu jouer sur des tendances antérieures.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERT B. (avec HENDERSON P.), *South America and the First World War The Impact of the war on Brazil, Argentina, Peru and Chile*, Cambridge University Press, 1988.
- COUYOUMDJIAN J R., *Chile y Gran Bretaña durante la Primera Guerra mundial y la postguerra, 1914-1921*, Editorial Andres Bello/Ediciones Universidad Catolica de Chile, 1986.
- DEAN W., *The Industrialization of São Paulo, 1880-1945*, University of Texas Press, Institute of Latin America Studies, 1969.
- FRITSCH W., « O impacto da Grande Guerra », in PAIVA ABREU M. de, (ed.), *A ordem do progresso. Cem anos de política economica republicana, 1889-1989*, Campus, 1992.
- RIMOLDI M. J., « Argentina-Brasil, dinámica de relación en la coyuntura 1914-1918 », *Temas de Historia Argentina I*, Universidad Nacional de La Plata, Facultad de Humanidades y Ciencia de la Educación, série Estudios/Investigaciones, n°16, 1994.
- TULCHIN J S., *The Aftermath of War World War I and U S. Policy toward Latin America*, New York University Press, 1971
- VINHOSA F L. T., *O Brasil e a Primeira Guerra Mundial*, Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro, 1990.
- VIVAS G. F., *Venezuela en la Sociedad de las Naciones. Descripción y análisis de una actuación diplomática*, UCV, Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas, 1981
- WEINMANN R., *Argentina en la Primera Guerra mundial neutralidad, transición política y continuismo económico*, Biblos-Fundación Simón Rodríguez, 1994.

VOIR AUSSI

- **L'Europe et le monde (p. 49)**
- **Les États-Unis d'Amérique dans la guerre. Avril 1917-novembre 1918 (p. 509)**
- **Les intellectuels (p. 665)**
- **Les neutres européens (p. 855)**
- **Les États-Unis d'Amérique face à la guerre en Europe. Août 1914-avril 1917 (p. 877)**
- **La conférence de la paix (p. 993)**
- **La déroute des monnaies (p. 1163)**